

TL, thème 1, cours 7, 8, 9 / Le Tiers-Monde : indépendances, contestation de l'ordre mondial, diversification

I. L'émancipation des peuples dominés

1. Un contexte favorable à la décolonisation

- La guerre a affaibli les puissances coloniales : en 1940, la France, la Belgique et les Pays-Bas sont balayés par l'armée allemande. Ces pays ont été incapables de défendre leur empire. L'Italie perd ses colonies deux ans plus tard. De même, en Asie du Sud-Est, les Japonais mettent fin aux institutions coloniales et promettent l'indépendance aux pays qu'ils occupent. L'Europe sort épuisée du conflit, et le prestige des métropoles est au plus bas. Enfin, comme en 1914-1918, les colonies ont fourni des combattants aux Alliés : ces hommes n'acceptent plus d'être considérés comme des sous-citoyens.
- Le contexte international est également favorable à la décolonisation. Le 3^e point de la Charte de l'Atlantique (1941) accorde à chaque peuple le droit de choisir son gouvernement. De même, la Charte de l'ONU (1945) et la Déclaration Universelle des droits de l'homme (1948) insistent sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. De plus, les deux Grands, Etats-Unis et URSS, sont hostiles à la colonisation. Cependant, les métropoles qui forment le « bloc colonial » ne sont pas prêtes à accepter l'émancipation de leurs colonies.
- Dès l'entre-deux guerres, des mouvements de libération nationale se sont formés dans les colonies. En Indochine, le Viêt Minh communiste, dirigé par Ho Chi Minh lutte contre le Japon, puis contre la France. En 1945, il proclame l'indépendance de Viet Nam. En Inde, le Parti du Congrès mené par Nehru et Gandhi s'oppose aux Britanniques de façon non violente. Dans ce même pays, la Ligue musulmane réclame la création d'un Etat musulman indépendant. En Indonésie, deux mouvements réclament l'indépendance : le Parti communiste indonésien, et le Parti national indonésien de Soekarno. Au Maroc, les nationalistes forment le parti de l'Istiqlal (« indépendance »). En Tunisie, c'est le Néo-Destour, dirigé par Bourguiba qui lutte pour l'indépendance. En Algérie, Ferhat Abbas unifie les mouvements nationalistes et des émeutes éclatent en 1945. Dans les colonies d'Afrique noire, les élites sont fortement imprégnées de culture occidentale et les mouvements nationalistes ne revendiquent pas l'indépendance immédiate, mais des aménagements.

2. Les peuples du Moyen Orient et d'Asie accèdent les premiers à l'indépendance

- Les Etats sous tutelle au Moyen Orient accèdent à l'indépendance dès 1946. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les zones sous mandat réclament leur indépendance, qui leur est accordée l'année suivante. La Syrie et le Liban, qui étaient sous mandat français, deviennent indépendants, ainsi que la Jordanie, qui s'affranchit du mandat britannique. La Palestine, également sous mandat britannique, est l'objet d'un conflit entre les populations juive et palestinienne et les britanniques. Les deux communautés s'opposent également entre elles et revendiquent ce territoire. Le problème est alors confié à l'ONU.

- En dix ans, toutes les colonies d'Asie orientale accèdent à la souveraineté. En 1947, l'Inde accède à l'indépendance de façon pacifique. Deux Etats voient le jour : l'Union indienne, à majorité hindoue, et le Pakistan, à majorité musulmane. Cette indépendance entraîne celle des autres colonies de la région, de 1948 à la fin des années 1950 : la Birmanie, Ceylan, puis la Malaisie et Singapour. Ces nouveaux Etats adhèrent presque tous au Commonwealth. L'indépendance pacifique de l'Inde n'empêche cependant pas de vives tensions entre les communautés musulmane et hindoue : 12 millions de personnes sont déplacées, on déplore près d'un million de victimes et en 1948, le premier conflit indo-pakistanaïse éclate à propos de la région du Cashemire que les deux nouveaux Etats se disputent.
- L'indépendance de l'Indonésie, qui appartient à l'empire néerlandais, est plus délicate. En 1945, Soekarno, fondateur du Parti national indonésien, proclame l'indépendance du pays. Les Pays-Bas refusent cette situation. Les principales villes sont occupées par l'armée, Soekarno est emprisonné et les tentatives de négociations échouent. Toutefois, sous la pression de la communauté internationale (en particulier des Etats-Unis), les Pays-Bas sont contraints d'accorder l'indépendance à l'Indonésie (1949). L'émancipation de l'Indochine française est plus dramatique encore, puisqu'elle aboutit à l'issue d'une guerre de neuf ans. En 1954, la défaite française de Dien Bien Phu aboutit à l'indépendance du pays.

3. L'indépendance de l'Afrique

- La défaite française en Indochine et le début de l'insurrection algérienne contraignent la France à négocier l'indépendance de ses protectorats d'Afrique du Nord, le Maroc et la Tunisie. Celle-ci est effective en 1956 .
- A quelques exceptions près, l'émancipation des colonies d'Afrique noire s'effectue de façon pacifique. Les colonies anglaises parviennent les premières à l'indépendance, dans les années 1950 (Ghana, Nigeria, Kenya). De même, l'ensemble des colonies françaises d'Afrique noire acquiert son indépendance en 1960. La même année, le Congo belge s'émancipe, mais bascule dans la guerre civile. En 1965, en Rhodésie du Sud, qui est une colonie anglaise, la minorité blanche proclame son indépendance et instaure un régime d'apartheid. Les colonies portugaises sont les dernières à accéder à leur indépendance, après la chute du dictateur Salazar (1974).
- L'Algérie, en revanche, est le théâtre d'une guerre tragique entre le FLN et l'armée française (1954-1962). A l'issue du conflit, qui a fait plus de 200 000 victimes, l'Algérie devient indépendante à la suite des accords d'Evian. Près d'un million de Français d'Algérie et 150 000 harkis doivent rentrer en France.

II. Les tentatives d'organisation des États nouvellement indépendants

1. Le «Tiers monde» sur la scène internationale

- Dès 1947, 25 pays asiatiques se réunissent à New Delhi et décident d'unir leurs efforts pour favoriser l'accès à l'indépendance des pays colonisés. Deux ans plus tard, la seconde conférence de New Delhi s'élargit à deux pays africains, l'Égypte et l'Éthiopie. Par la suite,

à la faveur de la décolonisation, de nouveaux États s'émancipent, qui ont en commun leur passé colonial et des problèmes de développement économique. Ces États sont d'emblée l'enjeu de la rivalité entre l'URSS et les États-Unis. Ils vont néanmoins chercher à affirmer leur unité politique. Dès 1950, l'ONU sert de tribune au groupe des pays «**afro-asiatiques**». Ils tentent d'adopter des positions communes et s'efforcent de se démarquer des deux blocs, dans le contexte de la guerre froide. Ils partagent également la même opposition au colonialisme, et encouragent les régions appartenant encore à un empire à s'émanciper de leur métropole.

- La conférence de Bandung réunit en Indonésie 29 pays d'Asie et d'Afrique, du 18 au 24 avril 1955. Cette conférence, dominée par les personnalités de Soekarno (Indonésie), Zhou En Lai (le Premier ministre chinois), Nasser (Égypte) et Nehru (Inde), marque symboliquement la naissance du «**Tiers monde**». La résolution finale condamne le racisme et le colonialisme et se prononce pour une coopération économique mondiale pour le développement (les 29 pays représentent plus de la moitié de la population mondiale, mais moins de 10% des richesses). Toutefois, aucune décision commune n'est adoptée, ce qui n'empêche pas le Sénégalais Senghor de parler du «coup de tonnerre» de Bandung: la conférence devient un symbole pour les peuples d'Asie et d'Afrique. En 1957, la conférence afro-asiatique du Caire ne parvient pas à avoir le même retentissement que celle de Bandung.

- Parmi les pays nouvellement indépendants, trois tendances s'opposent d'ores et déjà: les pays pro-occidentaux, comme le Pakistan ou la Turquie. Les pays pro-soviétiques (Chine, Vietnam, Corée du Nord) et les pays «non-engagés», tels l'Inde et la Chine, favorables au «**neutralisme**». Ces derniers ne parviennent pas à imposer leur point de vue. Cette division explique la portée symbolique de la conférence de Bandung et l'absence d'initiatives concrètes des pays participants.

2. Le non-alignement

- À l'ONU, les pays décolonisés, de plus en plus nombreux, viennent renforcer le groupe afro-asiatique. Ils sont désormais majoritaires à l'assemblée générale, et ne se privent pas de voter des textes condamnant les puissances coloniales. Cependant, ces recommandations aboutissent très rarement à des résolutions, puisque le Conseil de sécurité, véritable centre du pouvoir de l'ONU, n'est pas dominé par ces pays.

- Dans les années 1960-1970, le non-alignement prend le relais de l'afro-asiatisme. En 1956, la conférence de Brioni (Yougoslavie), réunie à l'initiative de Tito qui cherche des appuis hors du bloc soviétique, fixe les principes du «neutralisme actif». Elle condamne également le «**néo-colonialisme**», qui se manifeste par une dépendance économique des pays nouvellement indépendants vis-à-vis de leur ancienne métropole. La même année, la crise de Suez semble représenter une première victoire politique du Tiers monde: les Britanniques et des Français doivent reculer devant le dirigeant égyptien Nasser qui a décidé la nationalisation de la compagnie du canal de Suez. Aux yeux des pays arabes et de l'ensemble du Tiers monde, le fiasco des deux puissances occidentales est évident et Nasser gagne une popularité internationale.

- En 1961, au cours de la conférence de Belgrade, 25 pays créent le «Mouvement des non-alignés», se dotent d'une structure commune et planifient des réunions périodiques. Cependant, ce mouvement va rapidement se diviser en deux tendances antagonistes: la première, incarnée par Tito, prône le neutralisme et un strict équilibre entre les deux blocs. La seconde s'affirme en opposition à «l'impérialisme occidental», et en particulier aux États-Unis. Cette deuxième tendance est représentée par Fidel Castro (Cuba) et semble prendre le dessus, puisque les deux grandes conférences suivantes des pays non-alignés se tiennent à La Havane (1966 et 1979). Le non-alignement intégral semble avoir vécu.

3. Les obstacles aux tentatives d'organisation

- En 1964, les pays du Sud obtiennent la création de la **CNUCED** (Conférence des nations unies pour le commerce et le développement). Lors de la première conférence, 77 pays du Tiers monde sont représentés. Au cours des conférences suivantes, d'autres États viendront s'agréger à cet ensemble, qui conservera néanmoins le nom de «groupe des 77». Ces pays vont tenter de mettre en place un dialogue Nord-Sud afin de permettre un développement des États du Tiers monde. Cependant, les résultats vont s'avérer très médiocres, le sous-développement demeurant un frein important à l'unité du Tiers monde.
- Au niveau régional, de multiples associations entre pays du Sud sont créées: elles ont pour objectif d'échapper aux frontières artificielles nées de la colonisation. On peut citer la Ligue arabe (1945), l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP, 1960) qui concerne, en dehors des pays arabes, quelques pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, l'Organisation de l'unité africaine (1963) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN, 1967).
- Les tentatives d'organisation régionales ou internationales du Tiers monde se heurtent à de nombreux obstacles: le conflit idéologique de la guerre froide, tout d'abord. Mais également les différents nationalismes, les guerres civiles. Enfin, l'impasse du dialogue Nord-Sud, l'appauvrissement de nombreux pays du Tiers monde et la crise mondiale des années 1970-1980 achèvent de briser le rêve d'unité.

III. Difficultés des États nouvellement indépendants et diversification du Tiers monde

1. Le retard de développement

- Le Tiers monde demeure en marge de la croissance, malgré les «**révolutions vertes**» et les tentatives de développement industriel. Les pays du Sud se heurtent à un ensemble de difficultés majeures: croissance démographique très forte; instabilité politique (une cinquantaine de guerres civiles entre 1960 et 1999, des dizaines de coups d'États); influence des grandes puissances dans le cadre de la guerre froide. La part de ces pays dans les échanges mondiaux diminue globalement pendant toute la période (33% du commerce mondial en 1948 ; 21% en 1971). Les zones rurales demeurent prédominantes, les agricultures archaïques.
- Les pays du Sud dénoncent la «**division internationale du travail**» qui spécialise les pays dans certains domaines, la production de matières premières, par exemple, dont la valeur ajoutée est faible et dont les cours sont fixés par les pays développés. En 1973, les matières premières représentent encore 80% des exportations de ces pays. Pour tenter de maîtriser les prix, des cartels se forment, à l'exemple de l'OPEP, fondée en 1960 à Bagdad. Cependant, l'influence de ces organisations demeure très limitée, car elles se heurtent à la puissance des firmes multinationales occidentales.
- Les problèmes sociaux se multiplient (malnutrition, sous-nutrition, aggravation des inégalités sociales, chômage massif, niveau de vie moyen très bas, tensions sociales) et l'**économie informelle** se développe. Le développement urbain s'effectue de façon anarchique, et la croissance des villes s'accompagne de celle des bidonvilles (en 1980, on estime que 30% de la population du Tiers monde habite à la périphérie des villes, dans des logements sommaires et des conditions de vie difficiles).

2. La dépendance du Tiers monde

- Entre 1945 et 1970, les pays industrialisés fournissent plus de 150 milliards de dollars d'aide aux pays du Tiers monde. Cette aide transite par des organisations spécialisées de l'ONU, comme la **FAO**, l'**OMS** ou l'**UNESCO**. Cependant, l'aide des puissances occidentales est souvent motivée par des intérêts stratégiques ou économiques, au détriment d'une politique à long terme élaborée de concert avec les États recevant l'aide. Elle peut parfois même avoir des effets pervers et enfoncer les pays dans leurs difficultés: par exemple, les dons de blé à l'Afrique ont détourné certains pays de la production de céréales et créé de nouvelles dépendances.
- L'aide au développement n'a jamais atteint l'objectif proposé par la CNUCED, soit 1% du PIB des pays industrialisés. Cette aide a même régressé, passant de 0,6% du PIB en 1960 à 0,35% au début des années 1970. Après l'échec de la CNUCED, le Tiers monde revendique la mise en place d'un Nouvel ordre économique international (**NOEI**), qui fait l'objet d'une déclaration de l'Assemblée générale des Nations unies. Le programme est très ambitieux: prix «justes» pour les matières premières, indemnisation des dommages créés par la colonisation. Certains pays développés rejettent immédiatement cette déclaration. D'autres acceptent de participer à des sommets, qui se révèlent le plus souvent décevants. La coopération passera parfois par des accords régionaux, comme les accords de Lomé (1975) entre la Communauté économique européenne et certains Pays en voie de développement (PVD).

- La dette publique du Tiers monde est multipliée par huit entre 1955 et 1970. Cette croissance est plus rapide que l'augmentation des exportations et du PIB des pays du Sud. La mainmise des multinationales sur une partie de l'économie des PVD représente une autre forme de dépendance: au début des années 1970, celles-ci contrôlent près du tiers de la production manufacturière des pays du Tiers monde, par l'intermédiaire de leurs filiales implantées dans les pays du Sud. La délocalisation d'unités de production par ces multinationales s'explique par la recherche d'avantages fiscaux, douaniers, et par le coût attractif de la main-d'œuvre. Enfin, la crise des années 1970 aggrave encore la dépendance des États du Sud et les inégalités se creusent entre pays industrialisés et PVD, d'une part, et entre les pays du Sud, d'autre part.

3. L'éclatement du Tiers monde

- Des progrès réels peuvent cependant être constatés: amélioration des niveaux de santé et d'instruction, chute de la mortalité infantile, recul de l'analphabétisme, croissance du taux de scolarisation. Cependant, ces progrès sont très variables selon les régions du Tiers monde et on assiste, à partir des années 1970, à une diversification croissante des situations.
- Après avoir préféré le terme de «Pays en voie de développement» (PVD) à celui de «Tiers monde», on évoque aujourd'hui la diversité des «Sud» (ou des «tiers mondes»), tant les disparités sont croissantes entre les différents pays. Les **NPI** et les grandes puissances du Tiers monde (Inde, Brésil, Chine) n'ont plus rien de comparable avec les pays d'Asie, et surtout d'Afrique, demeurés en marge du développement.
- On appelle PMA («Pays les moins avancés») les pays demeurés les plus pauvres. Ils sont principalement situés en Afrique sub-saharienne et connaissent encore des problèmes de malnutrition et ponctuellement de famine. Leurs populations ne sont pas à l'abri des aléas climatiques (sécheresses, inondations) et des épidémies. Leur **IDH** (Indice de développement humain) demeure bas et leur place dans les échanges mondiaux reste négligeable.